

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 30 (1972)

Heft: [1]: La contestation peut-elle conduire à une éthique nouvelle?

Artikel: Les contraintes de l'économie moderne

Autor: Schaller, François

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-136920>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les contraintes de l'économie moderne

François Schaller*

Professeur aux Universités de Berne et de Lausanne

Il ne fallait rien moins que l'amitié que je porte à M. Frédéric Maillard pour me convaincre d'accéder à son désir, et pour rappeler ainsi, devant vous, quelles sont les contraintes de l'économie moderne. En effet, ma tâche est à la fois extrêmement facile et singulièrement ingrate. Facile, car je dois, durant les quarante minutes qui me sont accordées, évoquer quelques faits, énumérer quelques banalités, *rappeler les aspirations qui sont aujourd'hui celles de l'immense majorité de la population*, souligner quelques-unes parmi les contraintes — celle de rationalité par exemple — imposées par l'économie à toute société économiquement évoluée et désireuse de le demeurer. Telle est bien la mission qui m'a été précisément assignée.

Mission par ailleurs plus périlleuse encore que facile, car s'il est une chose qui a le don, à notre époque, d'exaspérer beaucoup de réformateurs, c'est bien le rappel des faits, des évidences, des réalités les plus simples, de tout ce qui tombe sous le sens commun. Trop d'architectes sociaux, dans leurs plans, oublient les lois de la pesanteur. Leurs projets n'en sont pas moins merveilleux; ils n'ont qu'un défaut, celui de demeurer très éloignés de toute réalité. Rappeler ce qui est n'est pas nécessairement s'opposer au rêve, le besoin de rêver étant par ailleurs un besoin humain. L'erreur serait dans la confusion entre le rêve et la réalité. Quant à l'imposture, elle consisterait à dissimuler, aux yeux du public, le coût réel qu'il devrait supporter dans l'hypothèse où telle ou telle réforme fondamentale de notre Système, jugée possible et non plus utopique, serait introduite ou imposée.

Je vais donc à présent énumérer quelques faits, données et contraintes qui pèsent comme autant d'hypothèques sur toute économie moderne, et que quiconque peut reconnaître comme expression de la réalité. Tâche ingrate, car proprement marginale, que de s'en tenir aux faits lorsque s'entrechoquent les idées.

1. *La hausse régulière et rapide du revenu réel de chacun est un fait.* La société dite « capitaliste », aujourd'hui soumise à contestation, est la première, dans l'histoire de l'humanité, qui est parvenue à garantir la hausse régulière et rapide du revenu réel de chacun par l'effet d'une expansion économique extraordinaire, *objet d'envie des pays en voie de développement*. A titre d'exemple, relevons qu'en Suisse, de 1945 à 1970, le produit national brut réel s'est élevé de 4,6 % en moyenne annuelle. A ce rythme, la production nationale double tous les dix-sept ans. Durant la même époque, la population totale s'est élevée de moins de 30 %. L'amélioration très sensible du niveau de vie moyen n'a nullement provoqué un ralentissement de l'accumulation du capital tel que la croissance économique dût en souffrir. Elle se poursuit au contraire.

C'est là un premier fait sur lequel il est superflu de s'étendre, puisqu'il est reconnu de chacun, contestataires compris. Rappelons simplement qu'en juillet 1967, le philosophe

* Né en 1920, Jurassien bernois, études économiques à l'Université de Lausanne; s'est engagé dans l'industrie jusqu'en 1963; enseigne l'économie politique à l'Université de Berne dès 1954, et à l'Université de Lausanne depuis 1963; reste en contact avec l'industrie.

Herbert Marcuse déclarait à Berlin: « Nous ne combattons pas une société terroriste. Nous ne combattons pas une société qui a fait la preuve qu'elle ne fonctionne pas. Nous ne combattons pas une société en voie de désintégration. Nous combattons une société qui fonctionne extraordinairement bien, et — qui plus est — nous combattons une société qui a réussi à éliminer la pauvreté et la misère dans une proportion que les stades précédents du capitalisme n'avaient pas atteinte. » Ce sont là des propos que la plupart des PDG aujourd'hui se gêneraient de tenir; leur seul tort est de manquer de courage.

2. *L'intensité des besoins éprouvés par chacun à l'égard des biens matériels ne décroît pas.* L'amélioration des conditions de vie dans les sociétés industrielles ne s'accompagne pas d'une réduction de la demande. Au contraire, celle-ci ne cesse de s'enfler au-delà des possibilités de l'offre. Stimulée par les continuelles augmentations du revenu monétaire, la demande exerce en tout pays une pression sur l'offre qui se traduit par l'inflation. La hausse des prix est une manifestation de l'insuffisance de l'offre par rapport à la demande solvable. Elle ne peut être que cela. Donc, la vieille théorie de la décroissance de l'utilité marginale de H. H. Gossen, reprise par l'Ecole psychologique autrichienne, doit être repensée, en ce sens que l'interprétation qu'on en donne fréquemment est contraire à la réalité observable. Certes, l'utilité des biens décroît, pour l'individu, au fur et à mesure de leur consommation. Le détenteur d'une voiture attachera moins d'importance à en posséder une deuxième, puis une troisième, qu'il ne tenait à l'acquisition de la première. Cette réduction du besoin n'est toutefois pas absolue. Elle est compensée, et au-delà, par l'apparition de besoins nouveaux, nés de la satisfaction des précédents. Qui ne songeait pas à pratiquer le ski ou la pêche aussi longtemps qu'il n'avait pas de voiture se porte acquéreur d'équipements divers aussitôt qu'il est en possession d'une auto. La satisfaction d'un besoin éveille immédiatement, chez l'individu, de nouveaux désirs à l'égard du grand nombre de biens offerts par la société industrielle moderne. La multiplication de ces besoins face à une production elle-même en constante élévation, mais dont le rythme de croissance est moins rapide, engendre le phénomène inflationniste.

Il n'est pas absolument exclu, compte tenu du temps exigé par toute consommation, qu'un jour l'abondance des biens matériels soit telle que la demande globale fléchisse jusqu'au niveau d'une simple demande de remplacement des biens usés. Un tel seuil n'est prévisible qu'au moment de l'arrêt de la progression démographique, et lorsque toutes les populations du globe bénéficieront des mêmes conditions d'abondance. Pour l'instant, c'est là une vue de l'esprit qui n'a aucune chance de se traduire en réalité ni pour nous, ni pour quelques-unes des générations qui nous suivront. A une époque où les deux tiers de l'humanité ne bénéficient pas encore des premiers avantages d'une société industrielle, il serait étrange de se préoccuper déjà d'une telle hypothèse.

En conclusion sur ce point, relevons que les besoins manifestés à l'égard des biens fournis par l'appareil de production moderne ne font que croître.

3. *Les besoins sociaux se développent encore.* Les dépenses de caractère dit « social » ne sont certes pas nouvelles. Cependant, leur ampleur prend aujourd'hui, en tout pays développé, une dimension qui peut à bon droit laisser songeur. Plus précisément, c'est ici le rythme d'augmentation qui inquiète, davantage que le coût actuel. A titre d'illustration, notons que depuis 1952, les dépenses de santé publique, en Suisse, doublent en valeur réelle tous les neuf ans. Par ailleurs, les effectifs des étudiants ont plus que doublé de 1956 à 1966. Or, il est de la nature de tels besoins de n'éprouver jamais d'autre limite que celle

assignée par la sagesse de l'homme, et celle des gouvernants en particulier. On peut, à la rigueur, passer sa vie à se soigner, à se psychanalyser, à s'introspecter, si tel est son goût ou son allergie au travail. De semblables abus ne sont certes pas nouveaux: il y a vingt-cinq ans que Louis Rougier nous apprenait que les petites affections, tels les rhumes de cerveau, avaient coûté à la France la modique somme de quatorze milliards de francs 1947, sans parler de la perte mesurée par l'absentéisme résultant de telles fantaisies. Une fois de plus, la population est seule à faire les frais de tels gaspillages, qui réduisent d'autant l'accroissement de son revenu réel.

On peut, de même, étudier toute sa vie. Comme le droit à l'étude est reconnu à chacun, y compris à ceux qui, sans qu'ils en assument la plus petite responsabilité, ne sont pas particulièrement portés à la spéculation intellectuelle, ou n'y sont pas incités très tôt par leur milieu, les effectifs augmentent considérablement. Les exigences scolaires ont nécessairement tendance à se réduire. La durée des études est donc prolongée. On assiste partout à ce triple phénomène, qui explique en grande partie l'éclatement des budgets de l'enseignement à tous les niveaux.

A cela s'ajoutent les besoins très réels de la formation continue. En un temps, le nôtre, où l'accélération des techniques est sensible à chacun, nul n'est plus assuré de posséder, en fin d'études ou d'apprentissage, le bagage de connaissances qui lui permettra d'exercer sa vie durant la profession choisie. Ce qu'on désigne généralement par le mot inélégant de « recyclage » est donc bien une exigence de nos sociétés modernes, à laquelle il serait vain de vouloir se soustraire. Une telle formation continue étant consentie dans l'intérêt évident non seulement du travailleur intellectuel ou manuel, mais de la société tout entière, celle-ci doit en assumer partiellement la charge.

La demande sociale ne se limite pas aux dépenses de santé, à l'enseignement secondaire et supérieur de masse, ni aux revendications en faveur d'une formation continue. Le besoin se manifeste de plus en plus d'accroître les loisirs par réductions diverses de la durée du travail, d'aménager ces loisirs et de les conditionner par des installations généralement très coûteuses. Chacune de ces prétentions représente une dépense considérable à la charge de la société, donc de l'ensemble des citoyens. Les plus ardents défenseurs de ces revendications, d'ailleurs toutes parfaitement légitimes en soi, sont rarement ceux qui se préoccupent le plus de leur financement. C'est là que commence l'abus, car c'est là que la population est le plus souvent induite en erreur. On lui propose les objectifs en lui cachant ce qui lui en coûtera, par ailleurs, de les atteindre. On la trompe.

4. *Une catégorie nouvelle de besoins apparaît.* L'expansion et l'évolution si rapides de l'industrie moderne se sont accompagnées de graves inconvénients, contre lesquels nos sociétés industrielles sont aujourd'hui contraintes de lutter avec énergie. L'eau et l'air courent le risque d'être pollués au-delà de ce qui peut être considéré comme tolérable. La nature doit être protégée. Le bruit représente une grave menace pour l'homme. Ces problèmes retiennent partout l'attention des autorités et de la population. A défaut d'une science nouvelle, ils ont déjà donné naissance à un vocabulaire nouveau. On parle aujourd'hui du coût des « externalités non monnayables »... En vérité, la responsabilité de chacun est ici largement engagée, celle du consommateur autant que celle du producteur. Le smog photochimique provoqué par les gaz d'échappement des automobiles est le fait des usagers de la route autant que des constructeurs d'automobiles. Et si, dans le canton où nous nous trouvons, il n'est pas permis sans autorisation spéciale de se rendre dans une forêt pour y ramasser des feuilles mortes ou des branches de bois brisées par la rigueur des hivers, cela

tient exclusivement à l'augmentation de la population, et non aux méfaits de l'industrie. Peu importe, d'ailleurs. Chacun convient qu'il s'agit aujourd'hui de lutter énergiquement afin d'aménager notre territoire et de le préserver de nouveaux dégâts. Partout, la lutte est entreprise. Elle ne pourra que s'intensifier encore dans un proche avenir. Il faut subordonner la croissance économique au respect de notre milieu naturel. Nous y parviendrons à coup sûr. C'est là, essentiellement, un problème technique. Après les exploits de la science et de l'industrie depuis moins d'un tiers de siècle, il n'est pas permis d'affirmer qu'il ne sera jamais possible à l'homme d'éliminer les produits nocifs qui détériorent son milieu naturel, ou qu'il ne parviendra pas à remplacer par d'autres des articles d'emballage qui ont le seul tort — mais il est capital — d'être indestructibles.

On paraît, dans les sphères politiques, quelque peu préoccupé de savoir qui devra supporter le coût, nécessairement élevé, des nouvelles hypothèques que la protection de l'environnement fait peser, et surtout fera peser sur l'industrie moderne. Sera-ce à la cellule de production elle-même d'assumer la charge financière des mesures prises ? Ou faut-il en reporter le poids sur le consommateur ? N'est-ce pas plutôt à la société tout entière de supporter des dépenses dont chacun profite ? Reconnaissons franchement que le débat n'a d'intérêt que politique. De toute manière, quelles que soient les modalités de financement adoptées, le coût des initiatives prises en ce domaine comme en d'autres sera fatalement supporté par l'ensemble de la population. Dans le cadre d'une économie libre, l'entreprise n'a pas d'autres possibilités que de transférer ses coûts supplémentaires sur les consommateurs de ses produits. En régime de dictature économique, ce transfert n'est évité qu'apparemment, car le déficit de l'entreprise né de la pratique des prix politiques est couvert par la réduction du revenu réel de chacun. Il ne peut en être autrement. M. de La Palice aurait lui-même compris que toute entrave à la production est supportée, en dernière analyse, par tous ceux entre qui cette production se partage, donc par l'ensemble de la population.

5. *Les besoins s'accumulent plus qu'ils ne se substituent les uns aux autres.* Quiconque observe son propre comportement et celui de son entourage doit convenir, contrairement à une opinion fort répandue, que les besoins ne se substituent nullement les uns aux autres, mais qu'ils s'additionnent les uns et les autres. Un transfert des besoins éprouvés à l'égard du marché vers les besoins collectifs ne se rencontre pas. Au contraire, la demande de biens produits par l'industrie moderne ne fait que croître encore. A cette demande s'ajoutent des besoins collectifs anciens, de nature « sociale », dont la satisfaction est exigée de manière de plus en plus pressante et générale, et des besoins collectifs nouveaux engendrés par le progrès technique et le développement de l'industrie. On mesure ainsi combien peuvent prêter à confusion certaines remarques dans le genre de celle contenue dans un rapport publié l'an dernier sous les auspices de l'OCDE : « Nous nous trouvons maintenant dans une situation où l'utilité marginale du strict nécessaire décroît pour la grande majorité, tandis que l'utilité marginale des besoins collectifs est en augmentation. » Indépendamment du fait que la notion de « strict nécessaire » est d'une élasticité quasi infinie — car, au total, rien n'est plus nécessaire à la joie de vivre que le superflu —, la satisfaction d'un besoin matériel provoque immédiatement la naissance d'un ou de plusieurs besoins différents certes, mais compris dans la même catégorie. Sinon, il y a longtemps que les grands magasins se seraient vus contraints de fermer leurs portes, alors que le total de leurs ventes augmente d'année en année. Il n'est pas moins certain que les besoins collectifs ne cessent de s'élever dans les secteurs où ils se manifestaient depuis longtemps déjà (santé, instruc-

tion, formation, réduction du temps consacré à la production, etc.) et que les besoins collectifs nouveaux se multiplient. Au total, nous assistons à une véritable explosion des revendications de toute nature qui n'ont de commun que le coût exigé pour leur satisfaction. C'est ce coût qui donne la véritable dimension du problème à résoudre. Cette dimension est essentiellement économique.

6. *Des choix s'imposent.* Les principales difficultés rencontrées aujourd'hui par nos sociétés industrielles tiennent au fait qu'elles n'ont pas su, pas pu ou pas voulu procéder à des choix. Face à des besoins qui croissent en progression géométrique, la production, elle, ne s'augmente que selon une progression arithmétique, si l'on nous permet cet emprunt à Malthus. Le déséquilibre est fatal.

Par nature, le progrès technique est irrégulier, dans le temps, et d'un secteur économique à l'autre. Ses fruits sont appréciables, comme en témoigne l'évolution depuis la fin de la guerre. Toutefois, l'ampleur du progrès échappe au contrôle rigoureux de l'homme; il ne se prête à aucune planification à long terme. La croissance du PNB peut être de l'ordre de 3 à 8 %; en aucun cas elle ne peut atteindre, faute d'une épargne suffisante, des taux beaucoup plus élevés. Dans ces conditions, une large fraction des besoins éprouvés par l'homme moderne ne pourra être satisfaite dans un proche avenir, mettons au cours d'une ou deux générations. Une telle constatation fait apparaître la nécessité des choix: celle de fixer des ordres de priorité dans l'affectation du produit de la croissance. Il est évident que plus la croissance économique sera prononcée, plus nombreux seront les besoins qui pourront être satisfaits. C'est là une question sur laquelle nous reviendrons. Constatons pour l'instant l'urgente nécessité de procéder à des choix, afin de répartir une offre de biens relativement rares entre des demandes, individuelles ou collectives, beaucoup plus nombreuses.

Un tel choix s'impose. Il est bien sûr, de nature politique, en ce sens qu'on se ralliera de préférence à telle ou telle solution en fonction de l'idéologie à laquelle on se rattache. En revanche, la nécessité des options, l'impossibilité de satisfaire tous les besoins à la fois, n'a rien de politique. C'est une contrainte de l'économie. Les palabres les plus édifiants sur l'opportunité de changer le Système ou de faire régner plus de justice sociale — selon, bien entendu, sa propre conception de la justice sociale — n'empêcheront jamais qu'après avoir produit six choux-fleurs, il sera impossible d'en distribuer sept. En France, au début des années trente, l'ancien ministre François Simiand le rappelait déjà lorsqu'il priait ses lecteurs de ne pas attendre que, moyennant cette supériorité du social sur l'économique, une tonne de blé fasse jamais plus de 1000 kilos.

Enfin, les conséquences matérielles des choix auxquels nos sociétés modernes devront bien se résoudre à procéder ne revêtent non plus aucun caractère politique ou idéologique. Si l'accent est mis, dans le présent, sur une plus large satisfaction des besoins individuels ou collectifs, et que la masse épargnée, capitalisée, soit réduite d'autant, il ne sera pas possible demain de satisfaire de nouveaux besoins. Inversement, toute restriction de consommation dans le présent au profit de l'épargne, permet une satisfaction plus large des besoins à l'avenir. Les Soviétiques connaissent bien le dilemme que pose la préférence à donner à l'industrie lourde (épargne capitalisée) plutôt qu'aux industries de consommation.

7. *Qui procédera aux choix ?* La question est de nature purement politique. On se bornera donc ici à rappeler les différentes possibilités.

Dans un régime de liberté, l'individu a toute latitude de satisfaire ses besoins selon sa propre échelle des utilités, dans la limite du revenu disponible. Le partage du revenu natio-

nal brut entre dépenses collectives et dépenses individuelles s'opère au moyen de l'impôt. Celui-ci est fixé soit par la population elle-même, soit par le pouvoir législatif sur proposition de l'exécutif. Ainsi, les choix sont presque toujours proposés par l'organe exécutif et ne peuvent être sanctionnés que par l'ensemble des citoyens ou les représentants élus par le peuple. L'inconvénient du système, bien connu de chacun, est la tentation, pour certains parlementaires, de formuler des propositions dont le caractère démagogique n'échappe à personne. Les choix proposés sont alors modifiés sans que les citoyens se rendent toujours compte du prix qu'il faudra payer pour obtenir telle ou telle mesure, invariablement qualifiée de « sociale », et qui se retourne parfois contre chacun. Il peut aussi se produire que le pouvoir exécutif n'ait pas lui-même le courage de placer le Parlement devant ses responsabilités, et de le contraindre aux options pourtant nécessaires, même si elles sont impopulaires. Ces inconvénients sont-ils l'inévitable rançon de la démocratie ? Je n'en suis pas certain.

Dans les régimes collectivistes, où le pouvoir ne s'embarrasse pas de l'opinion des citoyens, les choix peuvent être opérés de façon plus simple, avec plus de cohérence et plus de continuité. Cet avantage est largement contrebalancé, comme chacun sait, par la réduction sensible de la production dont souffrent les pays collectivistes par rapport aux économies de marché.

Quel que soit le régime en vigueur, les choix sont inéluctables. Le problème est posé dans les mêmes termes : il s'agit de répartir une production limitée entre des besoins, individuels et collectifs, qui sont en nombre quasi infini, et ceci sans réduire le volume d'épargne indispensable à la croissance attendue au cours de la période suivante. Toutes les théories et les idéologies prônant la désaliénation ou une liberté individuelle plus complète doivent reprendre à leur compte cette hypothèque des choix, et nous proposer leurs solutions concrètes. A défaut, elles n'intéresseront jamais que l'histoire des idées, et encore si cette histoire s'étend à toutes les idées, même pauvres.

8. *Quelle économie nous faut-il ?* Si l'on part du principe que l'économie est au service de l'homme, nous devons adopter la structure économique, quelle qu'elle soit, propre à satisfaire le maximum de besoins individuels et collectifs. A défaut, nous demeurerions en deçà de l'optimum de satisfactions ; le système serait donc dirigé contre l'homme.

Ainsi posé, le problème du choix du système économique ne comporte théoriquement qu'une solution, mais seulement dans le cadre d'un environnement donné. En effet, telle structure économique peut se révéler apte à garantir l'optimum de satisfactions en telle société, à telle époque de son développement, alors que la même structure n'assurerait ailleurs, ou en un autre temps, que des résultats pitoyables. Le libéralisme manchestérien, tel qu'il fut pratiqué en Occident au cours de la première moitié du siècle dernier, a permis le décollage de nos économies en un temps record, et sans aide extérieure que personne, d'ailleurs, ne pouvait fournir. Le même système appliqué chez nous, à notre époque, ne serait certes pas propre à assurer l'optimum de satisfactions, ne fût-ce que par son incapacité à répondre aux besoins collectifs qu'à la différence du passé, il est aujourd'hui possible de prendre en considération.

L'Europe occidentale, et quelques nations d'Amérique et d'Asie présentent aujourd'hui un profil suffisamment homogène pour qu'il soit possible d'affirmer qu'à quelques nuances près, la structure économique capable d'assurer l'optimum de satisfactions doit être la même. Elle sera bonne si aucun autre système ne peut être imaginé qui parviendrait

à assurer une croissance plus rapide du revenu moyen de la population, croissance combinée, bien entendu, avec celle des satisfactions collectives. Elle sera mauvaise dans le cas contraire.

9. *L'exigence de rationalité est inévitable.* Rappelons que, parmi les besoins éprouvés par la généralité des citoyens, figurent en bonne place la réduction de la durée hebdomadaire du travail, l'allongement des vacances, l'avancement de l'âge de la retraite, la prolongation de la durée de formation, l'augmentation du revenu réel et enfin la satisfaction plus complète des besoins collectifs. C'est un fait. Nous n'avons pas à juger de la légitimité de tels besoins, car au nom de qui jugerions-nous ? De quel droit nous placerions-nous au-dessus de nos semblables pour nous improviser en censeurs de leurs besoins ? La seule question est donc de savoir si ces aspirations sont contradictoires, donc impossibles à satisfaire, ou si, au contraire, rien ne s'oppose en principe à leur réalisation. Cas échéant, il ne restera plus qu'à déterminer les conditions qui devraient être remplies pour atteindre les objectifs.

A première vue, les aspirations rappelées ci-dessus paraissent effectivement contradictoires. Elles se résument de façon fort simple par la formule : travailler toujours moins et gagner toujours plus. La contradiction, toutefois, ne serait insurmontable que dans l'hypothèse d'un état stationnaire des techniques. Nous n'en sommes heureusement pas réduits à cette extrémité. Nos techniques, sous l'effet du progrès scientifique, évoluent plus rapidement que jamais. Il est donc aujourd'hui possible de travailler moins tout en gagnant plus, à condition de travailler autrement. Telle est l'exigence, à la fois suffisante et nécessaire, d'une plus large satisfaction de nos besoins.

Le problème à résoudre consiste à tirer toujours meilleur parti d'une quantité donnée de travail humain. Une fois encore, relevons que cette exigence de rationalité est commune à toutes les sociétés avancées, ainsi qu'à toutes celles qui aspirent à échapper au sous-développement. On peut se réclamer d'idéologies différentes et même irréductiblement opposées : cela ne saurait modifier quoi que ce soit à la recherche, semblable partout, d'une plus haute rationalité. A Cuba comme à New-York, à Pékin comme à Moscou, la préoccupation économique majeure consiste à obtenir le plus grand rendement possible de moyens de production rares. Seuls, ceux qui, à travers le vaste monde, n'ont de comptes à rendre à personne, n'assument aucune responsabilité politique ni aucune responsabilité économique, et préfèrent agiter des idées plutôt que de se confronter aux dures réalités, peuvent faire fi de la recherche d'une plus haute rationalité.

10. *Comment s'obtient un surplus de rationalité.* La démarche suivie en vue d'accroître la rationalité dans la production n'a pas varié depuis les débuts du siècle dernier. Elle ne peut pas varier. En effet, elle est dictée par la nature même des choses. Tout accroissement de production, quelle que soit sa cause à l'origine, doit tôt ou tard être suivi d'un accroissement de consommation ; à défaut, la surproduction serait de nature à perturber gravement le système, et à suspendre momentanément l'expansion économique. Dans le passé, des exemples de déséquilibres semblables ne manquent pas. Or, l'augmentation de la consommation ne peut être obtenue que de deux façons : par la baisse des prix de vente, les salaires nominaux demeurant constants, ou par la hausse de ceux-ci, les prix ne baissant pas. Les expériences de déflation s'étant presque toujours révélées désastreuses pour l'ensemble de la population, la préférence est aujourd'hui donnée, et depuis longtemps d'ailleurs, à la seconde solution. Ainsi, la dynamique du système est la suivante :

- la production augmente;
- les salaires s'élèvent, afin d'assurer l'écoulement du surplus de production;
- la hausse des salaires contraint l'entrepreneur au remplacement de l'homme par la machine, partout où l'état des techniques le permet, et sous réserve d'un abaissement du prix de revient;
- la modification de ce que Marx appelait la composition organique du capital (c/v; capital constant : capital variable) s'opère dans le sens d'un accroissement du capital investi, donc d'une augmentation des frais fixes;
- la hausse des frais fixes, et celle du coût global par voie de conséquence, ne peut être neutralisée que par l'augmentation sensible de la production (par concentration, fusions, absorptions d'entreprises); le coût par unité de produit est alors réduit;
- le nouvel accroissement de production suppose une consommation plus élevée;
- celle-ci est assurée par de nouvelles hausses du salaire réel;
- etc.

Notons en passant que lorsque des adversaires de l'économie occidentale relèvent que les chefs d'entreprises sont contraints, bien malgré eux, d'accroître les salaires du personnel afin d'assurer l'écoulement de leur production toujours plus abondante, on ne voit pas qui pourrait les contredire. C'est là le plus bel hommage qui puisse être rendu au Système occidental, lequel ne peut donc subsister, de l'aveu de ses adversaires, que si les employeurs améliorent constamment les conditions matérielles d'existence des employés.

Relevons en outre que le remplacement de l'homme par la machine, opération qui se poursuit depuis bientôt deux siècles, s'effectue en allant du simple au composé. Tout travail machinal, que d'aucuns qualifieront d'inhumain, peut être accompli par la machine. La hausse régulière du coût du travail, répétons-le, est la meilleure garantie de ce transfert. A la limite (limite atteinte déjà en de nombreuses entreprises), l'activité de l'homme se borne aux fonctions de direction et de contrôle des machines et des installations, ainsi bien sûr qu'à celles de création, d'entretien et de réparation de ces outillages. Bref, il ne restera bientôt plus à l'homme qu'à remplir des activités proprement humaines. Une telle évolution n'est dictée, bien entendu, par aucun sentiment d'humanité, ce qui explique qu'il ait fallu attendre quelques millénaires avant qu'elle puisse s'amorcer. Ce sont les lois de l'économie moderne qui la rendent inéluctable. On peut donc être pleinement assuré qu'elle se poursuivra. Les philosophes s'en réjouissent, d'ailleurs, qui n'ont jamais cessé de dénoncer avec véhémence l'horreur du travail machinal, le supplice imposé durant toute son existence au riveur de boulons sur la chaîne, opération dont la machine-transfert l'a définitivement soulagé. Le praticien, parce qu'il est en contact quotidien avec les réalités, est beaucoup moins lyrique. Il sait par expérience toute la peine que l'on éprouve à persuader certains d'accepter quelques petites responsabilités, et d'abandonner ainsi un travail purement machinal auquel ils sont, les faits le prouvent, passionnément attachés.

Enfin, rappelons que la vieille théorie de Sismondi, selon laquelle le progrès du machinisme devait nécessairement généraliser le chômage, n'est pas non plus explicative de la réalité. Elle s'est au contraire révélée fautive avec une constance assez surprenante. L'accroissement de production est tel que le manque de main-d'œuvre apte à l'utilisation des techniques modernes se fait de plus en plus sentir, dans la période longue, en tout pays industriel épargné par les troubles politiques et sociaux.

11. *L'épargne est la condition première de la croissance.* Toute société pour qui l'accumulation est superflue se condamne à la stagnation. Elle renonce à toute satisfaction plus large des besoins éprouvés par la population. Ceci, quelle que soit la nature de ces besoins, car leur satisfaction est toujours onéreuse; si tel n'était pas le cas, ces besoins seraient satisfaits depuis toujours. L'homme moderne aspire à l'amélioration constante de ses conditions de vie. Que cette amélioration soit quantitative ou qualitative ne change rien à l'affaire; il n'est d'ailleurs pas certain que cette distinction subtile soit utile à l'économie politique. On a vu qu'une telle amélioration ne pouvait être obtenue que par des mutations perpétuelles au sein même de la production de biens et de services. Ces mutations ne sont rendues possibles que par un surplus d'investissements. Or, si l'industrie moderne est une véritable dévoreuse de capitaux, l'Etat ne l'est pas moins, sous la pression d'une opinion publique qui éprouve toujours davantage de besoins collectifs. La différence est que l'industrie est habituée à trouver en elle-même ou par elle-même ses propres ressources, cependant que l'Etat prélève les siennes chez les contribuables. Or, la capacité financière de celui-ci est directement ou indirectement fonction de la vitalité et des succès de l'appareil de production national. C'est donc sur l'économie privée, en fait, que repose la charge de plus en plus lourde des investissements aussi bien publics que privés. Dans ces conditions, il serait proprement aberrant d'entreprendre quoi que ce soit qui ait pour effet une réduction, si faible soit-elle, du taux de croissance. J'en tombe pleinement d'accord avec M. Siccio Mansholt; non pas, certes, avec M. Mansholt de la lettre secrète, mais avec le président Mansholt qui déclarait à Florence, le printemps dernier — vous l'avez tous lu dans les journaux — que la croissance économique était pour l'Occident une nécessité absolue. Cette croissance étant fonction des investissements, donc d'un surplus de rationalité, et les investissements eux-mêmes se confondant avec l'épargne, il devient urgent de favoriser celle-ci au lieu de la pénaliser de toutes manières. On peut certes, en tolérant un taux élevé d'inflation, se procurer d'abondantes ressources sous forme d'épargne forcée. Il est certain que le procédé ne peut être utilisé longtemps avec succès. C'est là, toutefois, un autre problème...

La nécessité de poursuivre, grâce à l'épargne, une croissance économique harmonieuse ne saurait être contestée, me semble-t-il, par ceux qui revendiquent dans nos pays une aide accrue en faveur du tiers monde. On ne peut donner aux autres que le surplus produit, à moins, bien entendu, de réduire sensiblement notre niveau de vie ou les investissements de l'Etat, ce qui ne paraît pas politiquement acceptable. On ne saurait davantage, sans tomber dans une étrange contradiction, condamner chez nous un style d'économie qui précisément nous distingue seul de l'état de sous-développement qu'on déplore ailleurs. Sur le plan de l'économie, la voie est donc clairement tracée.

En guise de conclusion : loin de diminuer, les besoins de toute nature ne cessent au contraire de s'accumuler. L'appareil de production des Etats modernes est de plus en plus sollicité. Comme il n'est pas possible de produire tout ce qui est demandé, des choix s'imposent. Le gouvernement politique qui ne parviendrait pas à dégager ces options démissionnerait dans l'une de ses fonctions essentielles. A condition de tendre toujours à une plus haute rationalité dans l'acte même de la production, de réduire ainsi au maximum toutes les formes de gaspillage, il sera possible de satisfaire une part croissante des besoins individuels et collectifs. Une plus haute liberté humaine n'est pas, évidemment, un problème exclusivement économique. Néanmoins, elle ne peut être obtenue que par un affranchissement plus complet de l'homme par rapport à ses besoins. Somme toute, M. Herbert Marcuse a-t-il voulu dire autre chose, lorsqu'il écrivait cette vérité première: « La meilleure satisfaction des besoins est certainement la tâche et le but de toute libération » ?